

« De Wever est inadapté émotionnellement pour diriger Anvers »

COMMUNALES Philippe De Backer (VLD) s'attaque frontalement à son partenaire

► Le VLD est allié à la N-VA tant à Anvers qu'au niveau fédéral.
► Pourtant, le secrétaire d'Etat Philippe De Backer, tête de liste libérale dans la métropole, n'hésite pas à décrédibiliser Bart De Wever.
► « Pour une ville aussi diverse socialement et économiquement, il faut quelqu'un qui a de l'empathie, pas quelqu'un qui polarise. »

La phase finale des hostilités pour décrocher le mayorat d'Anvers est ouverte. Jusqu'à présent, Bart De Wever avait plutôt bien résisté aux attaques du SPA sur son flanc gauche et à la montée de Groen dans les sondages. Cette fois, c'est au sein de sa propre majorité (N-VA, CD&V, VLD) que le bourgmestre de la deuxième plus grande commune du pays est ouvertement critiqué.

Philippe De Backer, tête de liste des libéraux à Anvers et secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord dans le gouvernement fédéral (où le VLD est allié à la N-VA...), confie au *Soir* ses craintes pour l'avenir de la métropole, en cas de réélection de Bart De Wever en octobre prochain : « Il doit absolument revoir son style en tant que bourgmestre. Même s'il y a eu des réalisations remarquables sous cette mandature, nous avons du mal à assumer le ton qu'il prend quand il s'exprime publiquement. C'est ce qui me gêne le plus aujourd'hui. Bart De Wever me semble inadapté émotionnellement pour gérer une ville comme Anvers. Il nous faut

quelqu'un qui a de l'empathie, qui sait dialoguer, peut vraiment s'intéresser aux problèmes des

gens. Bart De Wever ne fait que polariser les débats. Ce n'est pas bon pour une ville aussi diverse, tant au niveau social qu'économique. Si j'étais bourgmestre, j'assumerais un ton différent. »

Reviennent en mémoire les déclarations chocs du patron de la N-VA sur les « Berbères » en 2015. De Wever les avait décrits comme « une communauté fermée avec une défiance envers les autorités ». Une plainte pour racisme classée sans suite plus tard, il avait de nouveau provoqué une polémique en expliquant que les Juifs « évitent les conflits », au contraire des musulmans qui « revendiquent une

place dans l'espace public, dans l'enseignement avec leurs signes de croyance extérieurs. C'est ce qui crée des tensions ».

La participation plutôt que la division

Plutôt que de diviser, le VLD propose de miser sur la participation. « Un échevin libéral du district d'Anvers a mis en place un mécanisme qui permet aux citoyens de décider eux-mêmes comment on va utiliser une somme d'un million d'euros dans différents projets. Les habitants veulent pouvoir décider comment on réaménage une rue, un quartier. Il faut les responsabiliser. Bien sûr, on ne pourra pas dire "oui" à tout le monde, mais ce type de participation doit être encouragé. Sauf que pour y parvenir, il faut être capable de dialoguer, d'avoir de

l'empathie... »

Nouvelle pique au leader de la N-VA. Et ce n'est pas fini : « Un autre grand problème de Bart De Wever, c'est que face aux problèmes, il rejette constamment la responsabilité sur les autres. Or c'est lui le bourgmestre, il doit assumer. »

Lutte contre la drogue inefficace

Entre les lignes, Philippe De Backer remet en cause la manière dont a été menée la « guerre contre la drogue » promise par Bart De Wever à ses

électeurs. Les derniers chiffres indiquaient une baisse de criminalité à Anvers mais une augmentation du trafic de

stupéfiants. Au printemps dernier, le bourgmestre avait rejeté la faute sur les Pays-Bas et leur « politique de tolérance ».

Philippe De Backer ne conteste pas l'argument, mais ajoute que de mauvais choix ont été opérés par les autorités anversoises : « La suppression des agents de quartier était une erreur. Elle a eu pour effet que les policiers ne sont plus au contact du citoyen. Résultat, on perd de précieuses informations. Renforcer la lutte contre la criminalité était nécessaire, mais plutôt que d'investir l'argent dans des "super-jeeps", on devrait privilégier des policiers à vélo. C'est ce genre d'initiative qui donne un sentiment de sécurité aux habitants. »

Anvers n'est pas dangereuse, assure le secrétaire d'Etat. « Mais on ne doit pas abandonner le terrain de la prévention. Même si nous faisons partie de la majorité, je peux dire qu'en matière de sécurité, nous sommes sur une mauvaise voie. »

« Pas d'exclusive, sauf les extrêmes »

En remettant en cause la politique de sécurité, cheval de bataille de la N-VA, et en critiquant ouvertement la personnalité du bourgmestre, le VLD est-il en train de rompre avec son partenaire au fédéral et à la Région flamande ? « Ce sont des élections locales avec des enjeux locaux, tempère De Backer. Il ne faut pas nationaliser le débat. »

Et même à Anvers, le VLD ne ferme aucune porte : « Cette majorité nous a permis de réaliser 95 % de notre programme. Nous espérons obtenir un meilleur résultat le 14 octobre (le pari de miser sur Annemie Turtelboom, ministre de la Justice, en 2012 s'était soldé par un échec avec à peine 5,5 % des voix, NDLR) afin de pouvoir davantage peser sur les décisions. Nous restons ouverts à toutes les coalitions, sauf avec les extrêmes de droite comme de gauche. L'important pour nous est d'être sur une ligne libérale, sans discrimination et sans haine. » ■

MAXIME BIERMÉ

Philippe De Backer

Docteur en biotechnologie, Philippe De Backer est la tête de liste du VLD pour les élections communales à Anvers. Il a été député européen de 2011 à 2016, avant d'être nommé secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, dans la formation suédoise (N-VA, CD&V, VLD, MR) au fédéral. Il a 39 ans.